



Conseil de sécurité

Distr.
GÉNÉRALE

S/1999/70
25 janvier 1999
FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

LETTRE DATÉE DU 25 JANVIER 1999, ADRESSÉE AU PRÉSIDENT
DU CONSEIL DE SÉCURITÉ PAR LE CHARGÉ D'AFFAIRES PAR
INTÉRIM DE LA MISSION PERMANENTE DE L'ÉTHIOPIE AUPRÈS
DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint un communiqué de presse que le Ministère des affaires étrangères de la République démocratique fédérale d'Éthiopie a publié le 25 janvier 1999.

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document du Conseil de sécurité.

Le Chargé d'affaires par intérim

(Signé) Fesseha A. TESSEMA

ANNEXE

Communiqué de presse publié le 25 janvier 1999 par le
Ministère éthiopien des affaires étrangères

Depuis quelques jours, un certain nombre de pays ainsi que l'Union européenne et le Conseil de sécurité donnent des signes d'une plus nette compréhension de la crise actuelle entre l'Éthiopie et l'Érythrée, plus particulièrement quant à l'intransigeance dont les autorités érythréennes ne cessent de faire preuve et du refus qu'elles continuent d'opposer à toute initiative visant à donner une chance à la paix.

Il est clair maintenant pour les Gouvernements des États-Unis d'Amérique, de l'Italie, des Pays-Bas et du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, ainsi que pour l'Union européenne et, à présent, pour le Conseil de sécurité, que l'Éthiopie accepte les propositions de paix formulées par l'Organisation de l'unité africaine (OUA), qui ont reçu le soutien de la communauté internationale. Tout récemment, le Conseil de sécurité, en particulier, s'est félicité que l'Éthiopie ait accepté les propositions de l'OUA en vue d'un accord-cadre.

L'Éthiopie ne peut que prendre note de ces initiatives de la communauté internationale; ce sont là des mesures encourageantes susceptibles de faire comprendre aux autorités érythréennes que leur agression et leur intransigeance ne seront pas récompensées et que la communauté internationale ne se désintéresse pas, loin de là, de la situation. Si, ce faisant, la communauté internationale entend montrer qu'elle est dorénavant déterminée à faire pression autant qu'il sera nécessaire sur l'Érythrée pour que celle-ci cesse de braver l'OUA et en vienne à accepter et à mettre en oeuvre sa proposition de paix, alors les nations respectueuses du droit peuvent véritablement miser sur son appui et sa solidarité, se disant que les agresseurs se verront rappeler à l'ordre et signifier que nous ne réglons pas notre conduite sur les lois de la jungle, mais sur les principes du droit et les normes des nations civilisées.

On veillera toutefois à replacer dans leur contexte ces récentes initiatives de la communauté internationale. Elles interviennent en effet à un moment où l'inflexibilité de l'Érythrée, que celle-ci dissimule mal derrière les éclaircissements qu'elle demande à l'OUA, a conduit le processus de paix dans l'impasse. Mais quels sont ces fameux éclaircissements dont l'Érythrée a besoin? N'est-il pas évident qu'elle avait demandé à l'OUA de modifier les éléments principaux de la proposition de paix présentée à Ouagadougou, les 17 et 18 décembre, au Sommet de l'Organe central du Mécanisme de l'Organisation de l'unité africaine pour la prévention, la gestion et le règlement des conflits, selon laquelle l'Érythrée devait se retirer des territoires éthiopiens et permette le retour au statu quo – modifications qui constituaient en fait une contre-proposition et que l'OUA a rejetées d'emblée? L'Érythrée sait bien que la position de l'OUA ne va pas changer et que ses artifices de procédure ou ses manoeuvres obstructionnistes ne vont pas faire disparaître les questions qui sont au coeur de la crise. Serait-ce que l'Érythrée croit que nous avons la mémoire courte et que nous avons oublié ce qu'elle a dit à propos des autres propositions de paix, alors qu'elle n'avait cessé d'affirmer qu'il fallait s'en tenir à l'essentiel?

Ce dont il s'agit, c'est d'obtenir le retrait de l'Érythrée et le rétablissement du statu quo. L'Érythrée doit accepter ou refuser la seule chose qui compte désormais, à savoir la mise en oeuvre de la proposition de paix de l'OUA. Le reste n'est qu'un stratagème dont l'Érythrée use pour masquer son refus opiniâtre de coopérer avec l'OUA. Les efforts qu'elle ne cesse de déployer pour étendre la guerre n'auront pas échappé à ceux qui suivent l'évolution de la situation depuis qu'elle occupe le territoire éthiopien et qu'elle a rejeté la première proposition de paix présentée par les États-Unis et le Rwanda.

Dans ces conditions, l'Éthiopie a du mal à considérer que ces dernières déclarations de la communauté internationale, pour encourageantes et positives qu'elles soient, soient suffisamment nettes et à la mesure de la gravité de la situation à laquelle nous sommes confrontés, et que vient aggraver encore la volonté de l'Érythrée d'étendre son occupation et sa guerre d'agression. En vérité, l'Érythrée n'attend pas des éclaircissements de l'OUA, mais se prépare plutôt, en prétextant une reprise de la guerre par l'Éthiopie, à se lancer dans une nouvelle aventure. Un agresseur qui, jusqu'à une date récente, avait tourné en dérision la politique à présent fort claire de l'Éthiopie, qui se réserve le droit de se défendre, et n'y avait vu que de la vantardise, va à présent répétant que l'Éthiopie est sur le point de passer à l'offensive.

Ce que les huit derniers mois ont montré de façon suffisamment claire est que les autorités érythréennes ne recherchent pas la paix, mais sont résolues à imposer à l'Éthiopie une guerre dans laquelle celle-ci a jusqu'à présent refusé de se laisser entraîner, en dépit des provocations que l'Érythrée ne cesse d'organiser. Compte tenu de ce qui précède, ce qu'il convient de faire maintenant, comme l'Éthiopie l'a répété à maintes reprises, et ce qui est la seule façon d'arrêter l'Érythrée dans sa volonté de faire exploser la situation, c'est d'exercer sur elle des pressions effectives dans tous les domaines – politique, diplomatique et économique – pour la ramener à la raison et donner une chance à la paix. L'Éthiopie veut espérer que c'est ce que la communauté internationale fera. Celle-ci ne peut pas s'arrêter à mi-chemin.
